



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

11 mars 2016

Les déclarations d'Anthelme Ramparany, ancien ministre de l'Environnement, concernant l'affaire des bois de rose saisis à Singapour est au cœur des débats. En voulant se défendre de toute implication dans ce dossier, le politicien a renvoyé la balle tantôt à l'ancien Premier ministre Omer Beriziky, tantôt à son successeur Kolo Roger, estiment les différents quotidiens. Par ailleurs, l'affaire d'Anjozorobe conserve un poids médiatique important, mais les nouvelles concernent davantage les mesures prises par le ministère de la Justice.

## Vie des Collectivités Territoriales Décentralisées

### RENVEDICATION DE LA SAMVA PAR LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

Après l'organe exécutif, c'est à une partie du pouvoir législatif de la Commune Urbaine d'Antananarivo de réclamer la réintégration du Service Autonome de Maintenance de la ville d'Antananarivo. La revendication vient des conseillers municipaux élus au nom du parti Tiako I Madagasikara. (L'Express de Madagascar, p.3)

## Politique interne

### DOSSIER SINGAPOUR : ANTHELME RAMPARANY LIVRE SA VERSION

Anthelme Ramparany, ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Kolo Roger, s'est défendu de toute implication dans l'affaire des bois de rose saisis à Singapour, en précisant que selon un article publié dans le journal **L'Express de Madagascar** du 26 février 2016, la cargaison qui transportait les bois en question a quitté Madagascar le 15 février 2014 et saisie en mars 2014. Or, il était député à l'époque ; et le gouvernement Kolo Roger n'est entré en fonction que le 25 avril 2014. Autrement dit, il ne peut pas avoir autorisé l'exportation car il était encore député. Dans son récit, l'actuel ministre de l'Elevage Anthelme Ramparany a tu certains points chronologiques mentionné dans l'article du journal, en ce sens que le 9 janvier 2015, le ministre de l'Environnement (à l'époque : Anthelme Ramparany) a confirmé que les documents autorisant l'exportation des bois étaient authentiques. Cette confirmation d'authenticité avait amené le juge du premier procès à statuer pour la relaxe des accusés. Après que cette décision ait été cassée par la Cour Suprême de Singapour, l'affaire sera rejugée en avril. Par ailleurs, Anthelme Ramparany a reconnu, hier, qu'il a bel et bien fait le voyage à Singapour début décembre 2014 « avec un ordre de mission précis signé par Kolo Roger, Premier ministre à l'époque et président du comité interministériel contre le trafic de bois de rose ». Notons qu'Omer Beriziky, ancien Premier ministre de la Transition a réclamé, mercredi dernier, l'ouverture d'une enquête judiciaire à Madagascar concernant cette affaire. (p. 3)

- Par rapport à son voyage à Singapour en décembre 2014, le ministre de l'Elevage a rappelé qu'il faisait partie d'une délégation gouvernementale, et qu'il ne s'était pas rendu seul en Asie. En effet, à entendre les explications d'Anthelme Ramparany, le régime de cette époque a envoyé deux missions parallèles à l'étranger pour récupérer les bois de rose : à Singapour et à Zanzibar. En somme, l'actuel ministre de l'Elevage renvoie la balle dans le camp de l'ancien Premier ministre Kolo Roger. (Midi Madagasikara, p. 3), (La Vérité, p. 2)
- **Les Nouvelles** estime plutôt, que Anthelme Ramparany pointe implicitement du doigt son prédécesseur Jean Omer Beriziky, qui assumait à la fois l'intérim du ministère de l'Environnement et le poste de Premier ministre au début de la Quatrième République, en attendant la nomination de Kolo Roger au poste de Premier ministre. Et pour cause, Anthelme Ramparany a expliqué que l'autorisation d'exportation des bois précieux ne relève pas du

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*seul ministère de l'Environnement, mais aussi d'autres secteurs. (p. 2), (La Gazette de la Grande Île, p. 2)*

## **HCC : LA SAISINE DE JEAN MAX RAKOTOMAMONJY RENVOYÉE**

*Le président de l'Assemblée nationale Jean Max Rakotomamonjy a saisi la Haute Cour Constitutionnelle pour le contrôle de constitutionnalité d'un projet d'arrêté fixant le statut général du personnel de la Chambre basse. La décision de la HCC affirme que le projet d'arrêté en question n'est ni un acte à valeur législative ni à valeur réglementaire, mais constitue une mesure d'ordre interne de la Chambre basse, non soumise au contrôle de constitutionnalité. Par contre, l'article 2 de cette décision de la HCC dispose que le président de l'Assemblée nationale peut consulter la HCC sur la constitutionnalité du projet d'arrêté. (Midi Madagasikara, p. 2), (Madagascar-Laza, p. 2)*

## **DES LITIGES SUR L'ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA HAUT CONSEIL POUR L'ETAT DE DROIT**

*L'élection des représentants qui composeront le Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de droit nécessite déjà l'intervention du Conseil d'Etat. Et pour cause, la propagande destinée à faire connaître les candidats issus de la société civile œuvrant dans ces domaines n'a pas eu lieu mercredi dernier. Une mésentente s'est installée entre les membres de la société civile et le comité ad hoc organisateur de l'élection. Selon les observations de certains candidats, la liste des électeurs comporte des doublons ; et parmi les candidats se trouverait une personne qui s'est déjà portée candidate d'un parti politique, ce qui est contraire aux textes qui régissent l'élection. Aussi, un des candidats a déposé plainte au niveau du Conseil d'Etat. La décision du Conseil est attendue ce jour. (Madagascar-Laza, p. 3)*

## **Economie et société**

### **LA FORMALISATION DE LA FILIERE OR PREND SON ELAN**

*Les opérateurs de la filière aurifère auront jusqu'à la fin de ce mois pour déclarer leur stock d'or sous peine de sanctions, a averti le Directeur général de l'Agence nationale de l'or. Afin de mettre un terme à l'illégalité qui mine le secteur aurifère, l'Agence procède au recensement des différents acteurs du secteur, tout en incitant ces derniers à se formaliser. En tout cas, seuls 350 kg d'or ont été déclarés jusqu'ici, alors que les Nations Unes évaluent la valeur des exportations de Madagascar à 18 millions USD en 2012, l'équivalent de 600 kg d'or. (L'Express de Madagascar, p. 7), (Les Nouvelles, p. 18)*

- *Madagascar va créer une Société d'affinage et de traitement de l'or d'ici peu, en vue de garantir l'or exporté depuis Madagascar. Le statut de cette société est actuellement en cours d'élaboration. Une fois qu'elle sera mise en place, l'or de Madagascar ne pourra être produit que sous forme de lingots produits par cette Société. (Madagascar-Laza, p. 7)*

### **MAROANTSETRA, ANJOZOROBE... LA JUSTICE EN MODE RATRAPAGE**

*Depuis quelques temps, la Justice populaire semble avoir pris de l'ampleur, introduit Les Nouvelles (p. 3). Après les actes de vandalisme contre le palais de Justice de Maroantsetra et d'Anjozorobe, le ministère de la Justice a décidé de mettre en place un comité des sages à Maroantsetra. Ce comité jouera le rôle d'intermédiaire auprès de la population voulant émettre des plaintes, a indiqué Noëline Ramanantenasoa, en marge de la messe organisée par son département, hier à la Cour Suprême. Par ailleurs, le ministère a également diligenté des enquêtes sur l'affaire d'Anjozorobe.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Communauté internationale

### COOPERATION : HERY RAJAONARIMAMPINANINA A MAURICE

Le Président malgache, actuellement à Maurice, participera ce samedi aux célébrations officielles marquant la 48<sup>ème</sup> année d'indépendance et la 24<sup>ème</sup> année de l'accession de l'île Maurice au statut de République. Par ailleurs, des discussions seront menées concernant la zone économique spéciale de Fort-Dauphin pour laquelle Maurice a montré un intérêt à investir. (L'Express de Madagascar, p. 7), (Madagascar-Laza, p. 3), (L'Observateur, p. 2)

- Deux accords seront signés entre les deux îles voisines au cours de cette visite d'Etat. Le premier est un accord-cadre général de coopération, tandis que le second est un accord d'établissement de commission mixte. Il y aura également le memorandum d'entente sur les modalités de mise en place des zones économiques spéciales à Madagascar. Ces accords permettront de booster les investissements et l'expansion des groupes mauriciens dans la Grande île. (Midi Madagasikara, p. 2)

### FACILITÉ ELARGIE DE CRÉDIT : DES RÉSULTATS SATISFAISANTS SELON LE FMI

Au terme d'une mission d'évaluation qui a duré 15 jours, la délégation du Fonds Monétaire International, conduite par son Directeur exécutif pour l'Afrique, a restitué ses conclusions au Président Hery Rajaonarimampianina, hier. Il en ressort que les résultats dans la mise en œuvre du Programme de référence ont été globalement satisfaisants. Autrement dit, Madagascar va passer à une autre étape, après avoir obtenu une Facilité de crédit rapide en novembre 2015. L'issue positive de cette mission va renforcer le niveau des aides financières à octroyer à Madagascar. (Midi Madagasikara, p. 5), (L'Express de Madagascar, p. 7)

- Il s'agissait d'une visite de travail focalisée sur l'évolution de la situation économique et financière de Madagascar dans le cadre du Programme de référence d'une durée de 6 mois. Si les résultats ont été globalement satisfaisants, le FMI a toutefois mis l'accent sur le problème dans le secteur de l'énergie, notamment les difficultés rencontrées par la société d'Etat de distribution d'eau et d'électricité JIRAMA depuis quelques années. Après la revue du programme, la décision pour l'octroi de la Facilité élargie de crédit relève du conseil d'administration du FMI. (Les Nouvelles, p. 18)
- La mission d'évaluation du FMI reviendra à Madagascar au mois de mai prochain pour poursuivre les discussions avec le gouvernement, en vue d'un accord pour un appui à la Facilité Elargie de Crédit d'un montant de 240 millions DTS. (Madagascar-Laza, p. 7)

### LE PREMIER MINISTRE REÇOIT LE NOUVEL AMBASSADEUR DE CHINE

Hier, le Premier ministre Jean Ravelonarivo a reçu le nouvel ambassadeur de Chine. Il a soutenu à cette occasion, que le principe de légalité s'applique à tous, y compris aux ressortissants étrangers. De l'analyse faite par L'Express de Madagascar (p.5), il s'agit d'une réponse aux excès et infractions commis par les opérateurs chinois en particulier.

- La diplomate chinoise a affirmé que la Chine allouera les ressources nécessaires pour soutenir le développement des partenariats sociaux, culturels et commerciaux entre les deux pays et renforcer le soutien mutuel sur les questions internationales. (Les Nouvelles, p. 3), (Midi Madagasikara, p. 2), (Madagascar-Laza, p. 3)

## Style et déontologie

C'est sur un ton belliqueux que Madagascar Matin (p.2) juge les mesures qui auraient été prises par la Commune Urbaine d'Antananarivo de « brûler les marchandises confisquées

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*auprès des marchands illicites, qui n'ont pas été récupérées par leurs propriétaires durant un mois ». Selon le journal, « c'est une manière forte de démontrer que les dirigeants de la municipalité n'ont aucune pitié (...), c'est la manifestation d'une dictature perpétrée envers le petit peuple. En réalité, ces derniers (les dirigeants) n'ont aucune intelligence et ne savent rien d'autre que dépouiller les habitants et frapper le plus fort possible ». Le témoignage d'un commerçant, rapporté dans l'article indique que « personne ne s'attendait à ce que le prix à payer pour avoir cette femme à la tête de la mairie soit aussi lourd. En somme, Lalao Ravalomanana est en train de fabriquer une génération de malfrats ».*

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaza@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaza@eces.eu)  
Honorine RAMISARIVÉLO : [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

